

# révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

19 septembre 2006

## POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**Aujourd'hui : suppression de 15 000 postes de fonctionnaires - dont 8 500 postes d'enseignants -, privatisation de GDF, hausse des loyers, multiplication des stages non payés en entreprise, expulsion de lycéens et de travailleurs sans-papiers. C'est la politique de Chirac, Villepin et Sarkozy.**

**Demain : augmentation du temps de travail, ordre policier dans les collèges et lycées, Service civique obligatoire pour tous les jeunes, remise en cause du droit de grève, dislocation de l'Enseignement public et mise en cause du droit des bacheliers d'aller à l'Université : voilà ce que projettent les pré-candidats aux élections présidentielles.**

**CONTINUER DE PROTÉGER CHIRAC JUSQU'AUX ÉLECTIONS, C'EST AUTORISER LES ATTAQUES AUJOURD'HUI ET C'EST ENCOURAGER LES ATTAQUES DE DEMAIN.**

Malgré la défaite infligée à Chirac – contraint au printemps dernier de retirer le CPE - les attaques se poursuivent contre la jeunesse et des travailleurs. Les projets les plus réactionnaires sont annoncés jour après jour par Sarkozy.

Où Chirac et son gouvernement trouvent-ils la force pour poursuivre leur politique ? Qu'est-ce qui permet à Sarkozy, quasi-candidat, d'avancer un programme ultra-réactionnaire ?

Qu'est-ce qui autorise Ségolène Royal - qui n'est pas encore candidate du Parti socialiste mais qui est propulsée par les médias de la bourgeoisie – à reprendre parfois mot à mot le programme de Sarko ?

La raison fondamentale en est simple : les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste, comme les responsables syndicaux, ne cessent de répéter depuis 2004 : *Chirac doit rester jusqu'en 2007*. Or Chirac et l'UMP ont été battus à plate couture aux élections (régionales en particulier) de 2004, Chirac et son gouvernement ont été vaincus lors du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel, puis – contraints de retirer le CPE - ont subi une défaite majeure. Mais François Hollande et Marie Georges Buffet répètent que Chirac peut gouverner. Chirac gouverne donc. Et privatise GDF.

Le PS et le PCF organisent à l'Assemblée un grand numéro de cirque en déposant 137 000 amendements contre la privatisation de GDF, mais il n'y a pas un député ou dirigeant PS ou PCF qui dirait cette chose toute simple: *Chirac, son gouvernement, minoritaires, battus, doivent être chassés immédiatement!* Leur prétendue opposition n'est donc qu'une duperie.

Et les dirigeants syndicaux, parce qu'ils soutiennent Chirac, acceptent de discuter, négocier, les projets réactionnaires de Villepin. C'est ceci qui encourage l'offensive de Chirac, prépare celle de Sarkozy et facilite la promotion de Ségolène Royal, alors que celle-ci - partisane de la politique de Blair contre la jeunesse - avait été complètement muette pendant la mobilisation contre le CPE.

Bien évidemment Chirac ne partirait pas de lui-même. Mais l'appel au départ immédiat de Chirac par le PS et le PCF serait un formidable point d'appui à la mobilisation.

Rappelons que lors de la bataille contre le CPE, le PS et PCF ont dû soutenir l'exigence de la jeunesse : retrait du CPE. De même les dirigeants syndicaux qui, contrairement à leur habitude, ont dû refuser de négocier avec le gouvernement. C'est parce que la mobilisation imposait l'unité sur cette base que Chirac a pu être vaincu.

C'est l'exigence aujourd'hui : que les dirigeants du PS et du PCF cessent de protéger Chirac, qu'ils exigent son départ immédiat. Que les syndicats cessent de négocier les projets réactionnaires, qu'ils reprennent à leur compte les revendications de la jeunesse et des travailleurs: **à bas le Service civique obligatoire ; rétablissement de tous les postes supprimés dans l'Enseignement public, y compris des 50 000 postes de surveillants. Aucune expulsion de lycéen ni de travailleur sans-papiers, etc.** C'est sur cette base qu'il est nécessaire de s'organiser, et que l'on pourra chasser Chirac et son gouvernement réactionnaire.

## **Contre le service civique obligatoire (SCO), Contre le servage et l'embrigadement : unité !**

Sarkozy vient de reprendre à son compte le projet initié par Bayrou : l'embrigadement de la jeunesse, six mois de travail obligatoire et gratuit (ou vaguement « indemnisé ») pour tous : le Service civique obligatoire (SCO).

Déjà le Parti socialiste et tous ses dirigeants, et de nombreux députés du PCF, soutiennent ce projet destiné à asservir la jeunesse. Bayrou se félicite ainsi du « consensus » désormais réalisé: « *n'attendons pas l'élection présidentielle, faisons le* ». Jamais la menace du Service civique obligatoire n'a été si grande.

La jeunesse, les étudiants, attendent de leurs organisations qu'elles appellent à combattre ce projet. Les dirigeants de l'UNEF, de l'UNL et de la FIDEL s'inquiètent des réactions de la jeunesse: « *une opération suicide* » (Bruno Julliard), une idée qui n'est « *pas très populaire* » (Karl Stoeckel ) et qui risque d'être perçue « *comme une corvée* » (Tristan Rouquier). Mais au lieu de rejeter ce projet, Julliard-Stoeckel-Rouquier proposent de manœuvrer ... pour faire passer ce projet: le premier demande de la « *souplesse* », le deuxième « *un grand travail pédagogique* » et le troisième la « *validation* » du SCO dans le parcours de formation.

Ça suffit ! L'UNEF appartient aux étudiants ! Ses dirigeants doivent être au service des étudiants: l'exigence immédiate, c'est que l'UNEF (l'UNL et la FIDL), comme toutes les organisations de jeunesse,

- exigent le retrait pur et simple du projet de Service civique obligatoire ;
- organisent la mobilisation unie contre ce projet ;
- imposent au PS et au PCF de rejeter ce projet.

## **Les grands médias choisissent Sarkozy, et valorisent Royal**

Les grands médias, ceux contrôlés par Bouygues (TF 1) et par Lagardère (JDD, Europe 1...), font la campagne de Sarkozy. En même temps, ils valorisent Ségolène Royal avec l'objectif d'en faire la candidate du PS. Car les déclarations de Royal confortent celles de Sarkozy et aident à une possible victoire de celui-ci.

Ainsi, quand Sarkozy dit « *suppression de la carte scolaire* » (donc concurrence totale entre établissements, vers la privatisation), Ségolène répond : « *ce serait l'idéal* » et propose d'assouplir cette carte. Villepin offre alors aux dirigeants syndicaux et d'organisations de parents - qui acceptent - de négocier cet assouplissement.

Quand Sarkozy veut le Kärcher dans les banlieues, Ségolène répond : confier les délinquants à l'armée.

Quand Sarkozy dit : « *Je veux une école du respect* », Ségolène répond: créons un « *nouveau métier* », un second adulte dans les classes difficiles: le flic-de-classe. Et les deux veulent augmenter le temps de travail.

Certes, tous les dirigeants du PS défendent le capitalisme et laissent Chirac en place (le PCF aussi). Mais ses militants cherchent à se servir du Parti socialiste contre Chirac et son gouvernement : nombre de militants du PS ont ainsi fait campagne, en 2005, contre Chirac (et Hollande) pour le Non au référendum ; en 2006, le PS et le PCF ont dû exiger le retrait du CPE. Et beaucoup de travailleurs aspirent à voir le PS, avec le PCF, constituer une réelle alternative, un gouvernement qui satisfasse leurs revendications. L' « opération Ségolène Royal » est un repoussoir pour décourager tous ceux qui veulent en finir avec Chirac et Sarkozy.

## **Ils ont peur de la jeunesse**

Déjà la crise des banlieues les avait inquiétés. Mais c'est la mobilisation massive de la jeunesse contre le CPE qui a provoqué la plus grande inquiétude : la bourgeoisie et tous ceux qui défendent le capitalisme redoutent les mobilisations de la jeunesse: ils n'ont cessé de vouloir fliquer et militariser la jeunesse. C'est ainsi qu'ils sont prêts à imposer le Service civique obligatoire. Mais en même temps ils redoutent que ce projet provoque une explosion de la jeunesse. Dans un rapport rédigé par l'amiral Alain Béreau, Luc Ferry indique : je crains « *un conflit ouvert avec la jeunesse en général, conflit à côté duquel celui qui a entouré le CPE pourrait faire bien pâle figure* ». C'est ce que redoute aussi Villepin. Sur ce plan, la jeunesse aura à cœur de le conforter dans ses inquiétudes: elle imposera le retrait du projet de Service civique obligatoire, par la mobilisation.

Pour mener son propre combat, pour surmonter la politique de tous ceux qui soutiennent Chirac et le capitalisme, la jeunesse ne peut compter que sur ses propres forces (avec celles des travailleurs) et construire sa propre organisation, une Organisation révolutionnaire de la jeunesse.